

face aux attaques tous azimuts, préparons une
rentrée de riposte sociale

Dans notre département la fin de l'année scolaire 2021/22 était marquée par un climat de tension dans les établissements et de souffrance chez les personnels rarement égalé. Malgré les promesses du ministre Ndiaye, il manquera des personnels enseignant comme non-enseignant dans les établissements. Cette situation n'est pas une fatalité, elle est le fruit d'une politique délétère qu'il s'agit de combattre.

Les attaques contre l'École, ses élèves et ses personnels continuent...

Ces années de crise sanitaire ont profondément marqué nos écoles, nos établissements, nos services. Le manque d'anticipation, érigé en mode de fonctionnement lors du précédent quinquennat, a désorganisé tout le système éducatif français. Le sous-recrutement systémique n'arrange à la situation des personnels sur le terrain. Les conditions de travail de l'ensemble des personnels, d'accueil et d'étude des élèves, continuent de se dégrader

Les réformes annoncées pour le Collège et la Voie professionnelle ne vont en rien améliorer le quotidien des élèves et des travailleuses et travailleurs de l'Éducation nationale. **Les enfants issus des classes populaires ont, à l'inverse des propositions qui sont faites, besoin de plus d'enseignement, de plus d'encadrement, de plus d'accompagnement.**

Dans le premier degré, la loi Rilhac bouleverse l'équilibre des relations professionnelles entre le.la directeur.trice d'école et ses collègues. Déjà surmené.es, elles et ils n'ont pas besoin d'une autorité fonctionnelle mais d'une aide administrative pérenne et du renforcement de l'encadrement social, sanitaire et éducatif dans les écoles.

Le « retour » des Mathématiques dans le tronc commun de la voie générale, laisse en suspens et cristallise toutes les critiques formulées par le CGT Educ'action 71 à l'égard de la réforme du Lycée : **une vision élitiste de l'enseignement coupée de la réalité du terrain vécue par les enseignants.es et des besoins de leurs élèves.**

Côté rémunération : on est loin du compte !

Alors que nous traversons une période inflationniste rarement égalée, les salaires et le pouvoir d'achat sont une préoccupation majeure de TOUS les personnels. Cette hausse rapide et constante de l'inflation renforce les légitimes revendications des salarié.es d'augmentation immédiate des salaires.

Les travailleuses et travailleurs de l'éducation nationale n'échappent pas à la règle et exigent également un rattrapage de décennies de perte. Avec des années de gel de la valeur du point d'indice, la nouvelle augmentation du SMIC au 1er mai et l'ajustement du minimum Fonction publique, on assiste inévitablement à un tassement des grilles salariales et un appauvrissement des personnels. Et en comparant les salaires des différentes catégories par rapport au SMIC, les répercussions sont et seront importantes.

Le récent dégel du point d'indice, augmentation de 3,5 %, ne permet pas de rattraper le décrochage de nos salaires. La CGT Educ'action 71 réclame une augmentation immédiate pour toutes et tous de 400€, le dégel du point et son indexation sur l'inflation.

Point d'indice : un dégel loin de rattraper le décrochage de la rémunération des fonctionnaires

Evolution de la valeur réelle du point d'indice depuis 2010



Source : Eurostat, Insee, Journal officiel, calculs : Alternatives Economiques



Toutes et tous ensemble pour faire vivre l'École et les services publics !

Des choix contestables

L'autonomie des écoles et des établissements, en marche depuis depuis une vingtaine d'années a pris un tournant décisif avec « l'Auto-évaluation ». Ce dispositif est un outil de plus au service de la déréglementation, de la casse des cadres collectifs garantissant l'égalité d'accès au service public.

L'innovation permanente, que ce soit au niveau national, académique ou local, l'injonction à l'innovation est continue. S'appuyant sur des outils numériques, en partie privé, cette innovation rend compte d'une mise en marché de nos établissements publics. Elle entraîne également du surtravail pour les personnels et de la souffrance au travail.

La contractualisation des personnels de l'Éducation nationale, et son corollaire : la casse du statut général de la Fonction publique.

Le sort de l'Éducation nationale est lié à celui de l'ensemble du service public. Partout les mêmes politiques ultralibérales sont menées. **Avec l'ensemble des syndicats de la Fonction publique CGT de Saône-et-Loire, la CGT Educ'action 71 revendique :**

la satisfaction des besoins fondamentaux de la population, cela passe notamment par le droit au travail et à la sécurité sociale, à l'éducation et à la formation tout au long de la vie, à la santé et à l'action sociale, à la justice et à la paix, à la culture et aux loisirs, à l'information et à la liberté d'expression ;

la reconstruction d'un système productif articulant l'industrie et les services, notamment les services publics, de qualité avec comme objectifs le respect et la promotion de normes sociales, sanitaires et environnementales ;

l'abrogation de la loi dite de « transformation » de la fonction publique.

Toutes et tous ensemble pour mieux vivre !

60 ans

La CGT Educ'action 71 revendique le recul de la l'âge légal du départ à la retraite à 60 ans et 37,5 annuités. Nous revendiquons une prise en compte de la pénibilité de nos métiers (bruit, troubles psycho-sociaux, etc.)

2000 € brut

La CGT Educ'action 71 revendique un SMIC à 2000 euros brut mensuels et la revalorisation de l'ensemble des grilles salariales **indiciaires**, pour que toutes et tous puissent vivre dignement de leur travail.

32 h

La CGT Educ'action 71 revendique pour toutes et tous **l'application de la semaine 32h sans perte de salaire**. Pour les enseignant.es cette réduction doit prendre la forme d'une baisse de présence devant élèves.

100 % Sécu

La CGT Educ'action 71 revendique une **Sécurité Sociale Intégrale**, couvrant l'ensemble des risques sociaux de la vie : maladie, vieillesse, chômage etc. financée par nos cotisations et administrée par nos élu.es.



La CGT Educ'action 71 appelle tous les personnels à se joindre à la grève du 29 septembre et débattre de sa reconduction

Pour rejoindre la CGT Educ'action

Nom : Prénom :

Adresse : Code postal :

Commune : Téléphone :

Mél :

Profession : Lieu d'exercice :

